



RENDU EXECUTOIRE LE

22 JUIN 2023

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 16/06/2023

Reçu en préfecture le 16/06/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230616-23_A_PMI_0008-AR

S'LO

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-PMI-0008

du 16 JUIN 2023

**DIRECTION DE L'ENFANCE
ET DE LA FAMILLE**

**SERVICE DE PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE**

Affaire suivie par Mme Brigitte BAUDINIERE

Réf : BB/GR

portant modification de l'arrêté n°2015-A-DGAS-DEF-PMI-0004 du 30 avril 2015 relatif au fonctionnement de l'établissement catégorie micro-crèche d'enfants de moins de 6 ans, «**LES LUTINS DE BELLEFOIS**» situé :

**27 Allée de la Tour - Bellefois
NEUVILLE DE POITOU (86170)**

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-9,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L.2324-1 et suivants et R. 2324-16 et suivants,

VU l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant,

VU l'arrêté n°2015-A-DGAS-DEF-PMI-0004 du 30 avril 2015 relatif au fonctionnement de l'établissement multi-accueil d'enfants de moins de 6 ans, à gestion associative,

CONSIDERANT la demande du Président de l'association « Farfeline » relative au changement de responsable technique de l'établissement multi-accueil collectif non permanent d'enfants de moins de 6 ans, à gestion associative parentale, « **LES LUTINS DE BELLEFOIS** » de Neuville de Poitou, depuis le 30 septembre 2021,

CONSIDERANT l'avis technique favorable du Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, à l'exclusion de ce qui relève des compétences de la commission de sécurité,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1^{er}

Autorise le Président de l'association « Farfeline » à faire fonctionner un établissement de catégorie micro-crèche « LES LUTINS DE BELLEFOIS » « à gestion associative », situé 27 allée de la Tour à Neuville de Poitou, à compter du 30 septembre 2021.

Article 2

Etablissement à gestion associative parentale tel que défini à l'article R.2324-50 appartenant à la catégorie micro-crèche.

Article 3

La responsabilité technique est assurée par :

- **, Educatrice de Jeunes enfants**

En application de l'article R2324-46-1 du Code de la Santé Publique la quotité minimale de temps de travail dédiée à la fonction de responsable technique est de 0.20 équivalent temps plein,

En application de l'article R2324-36 du Code de la Santé Publique, en l'absence de la personne habituellement chargée des fonctions de responsable technique, la continuité de ces fonctions est assurée par une personne présente dans l'établissement et relevant du 1° de l'article R2324-42, ou à défaut une personne relevant du 2° du même article et disposant d'une expérience professionnelle d'une année auprès de jeunes enfants. Le règlement de fonctionnement prévoit, en application du 2° de l'article R2324-30, les conditions dans lesquelles cette personne est désignée et les conditions de suppléance,

L'encadrement des enfants est assuré par le personnel de direction et par des personnels titulaires des diplômes requis dans l'arrêté du 29 juillet 2022 et dans le respect de la répartition déclinée dans l'article R2324-42 du Code de la Santé Publique,

En application de l'article R.2324-46-4 du code de la santé publique l'effectif minimum du personnel intervenant auprès des enfants doit être respecté, soit un professionnel pour 6 enfants.

Article 4

Les autres modalités de l'arrêté 2015-A-DGAS-DEF-PMI-0004 du 30 avril 2015 restent inchangées.

Article 5

En application de l'article R. 2324-24 du code de la santé publique, le Président du Conseil Départemental doit être informé sans délai de tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur une des mentions de la présente autorisation.

Article 6 :

En application de l'article L. 2324-3 du code de la santé publique, lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées, le Représentant de l'Etat dans le Département, après avis du Président du Conseil Départemental, peut adresser des injonctions à l'établissement et s'il n'y est pas satisfait, prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'établissement.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services Départementaux, le Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, le Président de l'association « FARFELINE » sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienn86.fr et notifié aux intéressés.

Fait à POITIERS, le **16 JUIN 2023**

Le Président du Conseil Départemental

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Pichon', is written over a horizontal line.

Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 16/06/2023

Reçu en préfecture le 16/06/2023

Publié le

The logo for SLO (Service Local d'Orientation) features the letters 'SLO' in a stylized blue font, with a blue swoosh or arrow-like graphic element extending from the 'O'.

ID : 086-228600011-20230616-23_A_PMI_0008-AR